

RCS : CRETEIL Code greffe : 9401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 03551 Numéro SIREN : 433 975 224 Nom ou dénomination : BPIFRANCE INVESTISSEMENT
--

Ce dépôt a été enregistré le 29/05/2020 sous le numéro de dépôt 6948

Greffe du tribunal de commerce de Créteil



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 29/05/2020

Numéro de dépôt : 2020/6948

Déposant :

Nom/dénomination : BPIFRANCE INVESTISSEMENT

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 433 975 224

N° gestion : 2013 B 03551



BPIFRANCE INVESTISSEMENT

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2019)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

A l'Associé unique
BPIFRANCE INVESTISSEMENT
27-31 Avenue du Général Leclerc
94710 MAISON ALFORT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPIFRANCE INVESTISSEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 12 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 12 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des

comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Lionel Lepetit

Pierre Clavié



ACTIF

(en K€)

	Notes	31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort et dépréciations	Net	Net
Capital souscrit non appelé		0		0	0
Immobilisations incorporelles :	1	40 302	27 380	12 923	11 290
Fonds commercial		610	610	0	0
Immobilisations incorporelles		39 693	26 770	12 923	11 290
Immobilisations incorporelles en cours				0	0
Autres immobilisations corporelles	1	9 107	4 643	4 463	4 374
Immobilisations corporelles : acomptes		16		16	
Immobilisations financières :	2	2 873	333	2 540	2 523
Autre titres immobilisés		1 463	333	1 130	1 139
Prêts	3	9		9	9
Autres immobilisations financières	3	1 402		1 402	1 375
ACTIF IMMOBILISE		52 298	32 356	19 942	18 187
Avances et acomptes versés sur commandes		222		222	84
Créances clients et comptes rattachés	3-4	32 285	29	32 256	22 628
Autres créances	3-4	3 403		3 403	1 320
Valeurs mobilières de placement	5	78 209	65	78 145	80 684
Disponibilités	5	1 745		1 745	830
Charges constatées d'avance		1 026		1 026	893
ACTIF CIRCULANT		116 890	93	116 797	106 439
TOTAL GENERAL		169 188	32 449	136 739	124 625



[Signature]

PASSIF

(en K€)

	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Capital social (dont versé 20 000)		20 000	20 000
Réserve légale		2 000	2 000
Reserve statutaire		2	2
Autres réserves		2 501	2 501
Report à nouveau		23 555	20 849
Résultat		15 800	18 706
Provisions réglementées			155
CAPITAUX PROPRES	8-9	63 859	64 213
Provisions pour risques et charges	10	13 167	10 358
Emprunts et dettes financières	6	3	3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6-7	17 804	9 207
Dettes fiscales et sociales	6-7	39 721	33 672
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6-7	150	224
Autres dettes	6-7	2 036	6 948
TOTAL GENERAL		136 739	124 625



[Signature]

COMPTE DE RESULTAT

(en K€)

	Notes	31/12/2019	31/12/2018
PRODUITS D'EXPLOITATION	11	194 391	167 694
Honoraires de gestion des fonds		137 544	121 071
Prestations de services		56 092	44 600
Reprises sur provisions, transfert de charges		754	2 191
Autres produits		2	-168
CHARGES D'EXPLOITATION	12	166 173	137 294
Autres achats et charges externes		52 324	40 574
Impôts, taxes et versements assimilés		11 726	10 559
Salaires et traitements		58 251	50 399
Charges sociales		31 765	27 162
Dotations aux amortissements		8 059	7 265
Dotations aux provisions d'exploitation		3 551	1 312
Autres charges de gestion courante		497	22
RESULTAT D'EXPLOITATION		28 219	30 400
PRODUITS FINANCIERS		12	813
Reprises provisions dépréciation Sicav		8	53
Gain de change		3	5
Autres produits financiers dont dividendes		0	743
Reprises provisions sur immo financières		1	13
CHARGES FINANCIERES		240	440
Moins values sur cession de VMP		219	231
Prov dépréciation des VMP		0	43
Dotations aux provisions sur immo financières		2	151
Autres charges financières		15	13
Perte de change		4	3
RESULTAT FINANCIER	13	-228	373
RESULTAT COURANT		27 991	30 773
PRODUITS EXCEPTIONNELS		551	751
CHARGES EXCEPTIONNELLES		186	586
RESULTAT EXCEPTIONNEL	14	365	165
PARTICIPATION DES SALAIRES		3 508	2 885
IMPOTS SUR LES BENEFICES	15	9 048	9 346
RESULTAT NET		15 800	18 706



[Signature]

1 – 1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Il n'y a pas de faits significatifs sur l'exercice. La société de gestion a poursuivi son activité en lien notamment avec les nouveaux fonds créés au cours de 2019.

1 - 2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif de nature à avoir un impact sur les comptes n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

1 – 3 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1-3-1 REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels de Bpifrance Investissement sont établis et présentés conformément au règlement ANC N°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

1-3-2 METHODES ET REGLES D'EVALUATION

Autres immobilisations incorporelles

Les autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évaluées à leur coût d'acquisition. Les éléments incorporels sont amortis de façon linéaire sur la durée de leur utilisation par l'entreprise, à savoir :

- Licences : 1 à 10 ans
- Logiciels : 1 à 3 ans

Des amortissements dérogatoires résultant de l'application du Code Général des Impôts ont été pratiqués pour la première fois sur les logiciels mis en service en 2016. Ils sont enregistrés dans la rubrique dotations/reprises des amortissements dérogatoires du compte de résultat (résultat exceptionnel).

Immobilisations corporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle acquise séparément est constitué de :

- son prix d'achat, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlements,
- tous les coûts directement attribuables à engager pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner,
- l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elle est située, en contrepartie de l'obligation encourue.

Et par option :

- les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition,
- les coûts d'emprunts pour financer l'acquisition, pendant la période de production de cet actif.

Les éléments principaux d'immobilisations corporelles qui ont des utilisations différentes, qui procurent des avantages économiques selon des rythmes différents, ou, qui doivent faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, sont comptabilisés séparément et font l'objet d'un plan d'amortissement propre.

Les éléments d'actif, nets de la valeur résiduelle, font l'objet de plans d'amortissement déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus, à compter de la date de mise en service de l'actif. Les plans d'amortissement n'ont pas été modifiés au cours de l'exercice.

Les méthodes comptables retenues et les durées d'amortissements retenues ont été les suivantes :

- Installations générales, agencements et aménagements divers : 6 à 10 ans, linéaire
- Matériel de bureau et informatique : 1 à 5 ans, linéaire et dégressif
- Mobilier : 10 ans, linéaire

Immobilisations financières

Les titres de participations sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport. Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Les parts souscrites de FPCI (Fonds Professionnel de Capital Investissement) sont comptabilisées à l'actif pour leurs montants totaux de souscription, la part non libérée de ces titres figure au passif en dettes sur immobilisations.

Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif à leur valeur d'acquisition, hors frais d'acquisition. Les dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Provisions

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements, en cours ou survenus, rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Le montant des provisions retraite et médaille du travail sont déterminées à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à la date d'acquisition de la médaille. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme à la date de clôture.

ACTIF IMMOBILISE**NOTE 1 - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS**

En K€	Valeur brute au 31/12/2018	Acquisitions	Cessions / Sorties	Valeur brute au 31/12/2019
<u>Immobilisations incorporelles</u>	31 586	8 716		40 302
Fonds commercial (*)	610			610
Autres postes d'immobilisations incorporelles (**)	30 976	8 716		39 693
<u>Immobilisations corporelles</u>	8 041	1 082		9 122
Installations g ^{ales} , agencements, aménagements	3 657	485		4 142
Matériel de bureau et informatique	1 332	271		1 603
Mobilier	3 052	325		3 377

(*) Le fonds commercial, issu de la fusion avec Bpifrance Investissement Régions, avait été amorti sur 5 ans à compter du 1er janvier 2005.

(**) L'augmentation du poste autres immobilisations incorporelles correspond à l'acquisition de logiciels au cours de l'exercice.



[Signature]

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

En K€	Montant en début d'exercice	Amortissement		Montant en fin d'exercice
		Augmentat°	Diminution	
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial	610			610
Autres postes d'immobilisations incorporelles	19 687	7 083		26 770
Immobilisations corporelles	3 667	976		4 643
Installations générales, agencements, aménagements	1 344	430		1 774
Matériel de bureau et informatique	1 093	225		1 319
Mobilier	1 230	321		1 551

NOTE 2 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En K€	Valeur brute au 31/12/2018	Acquisitions	Cessions / Sorties	Valeur brute au 31/12/2019
Immobilisations financières	2 856	47	30	2 873
Autres titres immobilisés (FPCI)	1 471	21	29	1 463
Prêts	9		1	9
Autres immobilisations financières (*)	1 375	26	0	1 402

(*) Les autres immobilisations financières sont essentiellement constituées de dépôts de garantie versés

Provisions sur immobilisations financières

En K€	31/12/2018	Dotations	Reprises	31/12/2019
Autres titres Immobilisés (FPCI)	332	2	1	333
Total	332	2	1	333

CREANCES ET DETTES**NOTE 3 - ETAT DES CREANCES**

En K€	Montant brut au 31/12/2019	Dont échéances à moins d'1 an	Dont échéances à plus d'1 an
<u>Créances de l'actif immobilisé</u>			
Prêts	9		9
Autres immobilisations financières	1 402		1 402
<u>Créances de l'actif circulant</u>			
Clients et comptes rattachés	32 285	32 285	
Autres créances	3 403	3 403	
Charges constatées d'avances	1 026	1 026	
Total	38 124	36 713	1 410

NOTE 4 - ETAT DES PRODUITS A RECEVOIR

En K€	Montant
Clients : factures à établir	30 468
Tva sur factures non parvenues	721
Tva sur avoirs à établir	276
Etat : produits à recevoir	215
Total	31 681

Le poste des factures à établir concerne les commissions variables à facturer à certains fonds (11 M€), des régularisations de commissions de gestion de fonds à effectuer (2 M€), les prestations fonctions transversales à facturer à certaines entités du Groupe Bpifrance (4.2 M€) et la refacturation des charges internes liées aux missions d'accompagnement à opérer auprès de Bpifrance Participations (13.3 M€).

NOTE 5 – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES

Le poste des valeurs mobilières de placement, qui s'élève à 78.2 M€, est constitué de Sicav monétaires. Depuis le 1^{er} mai 2016, les établissements bancaires répercutant les taux d'intérêts négatifs de la BCE sur les comptes de leurs clients, il a été décidé de placer les disponibilités en Sicav. A la clôture de l'exercice, la valeur liquidative des Sicav étant inférieure à leur valeur d'acquisition, il a été constaté une dépréciation de 65 K€.

Les disponibilités sont des comptes bancaires à vue ouverts auprès d'établissements bancaires.

NOTE 6 - ETAT DES DETTES

En K€	Montant brut au 31/12/2019	Dont échéances à moins d'1 an	Dont échéances entre 1 et 5 ans	Dont échéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	3			3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 804	17 804		
Dettes fiscales et sociales	39 721	39 721		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	150	22	105	22
Autres dettes	2 036	2 036		
Total	59 714	59 584	105	25

NOTE 7 - ETAT DES CHARGES A PAYER

En K€	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	17 733
Congés payés	61
Participation des salariés aux résultats	3 512
Personnel : charges à payer	19 323
Don RTT	30
Charges sur congés payés	31
Organismes sociaux : charges à payer	9 546
TVA sur factures à établir	2 947
Etat : autres charges à payer	2 137
Etat : CVAE à payer	272
Clients : avoirs à établir	1 658
Total	57 249

CAPITAUX PROPRES**NOTE 8 - CAPITAUX PROPRES**

En K€	31/12/2018	Affectat° résultat N-1	Augmentat° sur Exercice	Solde au 31/12/2019
Capital social	20 000			20 000
Réserve légale	2 000			2 000
Réserve statutaire	2			2
Réserves diverses	2 501			2 501
Report à nouveau	20 849	2 706		23 555
Provisions réglementées (1)	155		-155	0
Résultat de l'exercice	18 706	-18 706	15 800	15 800
Résultat distribué		16 000		
TOTAL	64 213	0	15 646	63 859

(1) Reprises sur les amortissements dérogatoires des logiciels ; se reporter à la section 1.3 Principes et méthodes comptables.

NOTE 9 - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale (en €)
Titres composant le capital social au début de l'exercice	2 000 000	10
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	2 000 000	10

Au 31/12/2019, le capital social de Bpifrance Investissement est intégralement détenu par la société Bpifrance Participations (27-31 avenue du Général Leclerc – 94700 Maisons Alfort).

PROVISIONS**NOTE 10 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

En K€	Provisions au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges (**)	411				411
Pensions et obligations similaires (*)	8 947	3 551			12 498
Autres provisions pour risques et charges (**)	1 000		742		258
Total	10 358	3 551	742	0	13 167

(*) Concerne les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail

(**) Les litiges et autres provisions pour risques et charges concernent les ressources humaines.

COMPTE DE RESULTAT**NOTE 11 - PRODUITS D'EXPLOITATION**

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Production vendue de services (CA)	193 636	165 671
Commissions de gestion	137 544	121 071
Autres produits d'exploitation	56 092	44 600
Reprises sur provisions, transfert de charges	754	2 191
Autres produits	2	-168
Total produits d'exploitation	194 391	167 694

NOTE 12 - CHARGES D'EXPLOITATION

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Autres achats et charges externes	52 324	40 574
Achats de fournitures et petit équipement	561	396
Loyers et charges locatives	10 174	8 540
Honoraires	8 588	6 580
Communication	4 203	3 370
Voyages et déplacements	2 004	2 127
Personnel intérimaire ; personnel détaché	1 120	815
Personnel mis à disposition (groupe)	11 936	7 495
Maintenance informatique	4 883	4 014
Charges diverses	8 856	7 238
Charges de personnel	90 017	77 562
Salaires et traitements	58 251	50 399
Charges sociales	31 765	27 162
Impôts et taxes	11 726	10 559
Autres charges de gestion courante	497	22
Dotations aux amortissements	8 059	7 265
Dotations aux provisions d'exploitation	3 551	1 312
Total charges d'exploitation	166 173	137 294



[Signature]

NOTE 13 - RESULTAT FINANCIER

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Produits financiers	12	813
Reprises provisions dépréciation Sicav	8	53
Gains de change	3	5
Reprises provisions sur immo financières	1	13
Dividendes		743
Charges financières	240	440
Moins values sur cession de VMP	219	231
Dotations aux provisions dépréciation Sicav		43
Intérêts et charges assimilées	15	13
Pertes de change	4	3
Autres charges financières		
Dotations aux provisions sur immo financières	2	151
Résultat financier	-228	373

NOTE 14 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels	551	751
Reprises amortissements dérogatoires	155	244
Plus value nette sur FPCI	0	0
Prix de cession des titres de participation		503
Produits exceptionnels divers	182	4
Dégrèvements impôts	215	
Charges exceptionnelles	186	586
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		87
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital		73
Valeur comptable des titres de participations cédés		426
Moins values nettes sur FPCI		0
Pénalités, amendes	46	
Charges exceptionnelles rappel d'impôt	123	
Charges exceptionnelles diverses	17	
Résultat exceptionnel	365	165



[Signature]

NOTE 15 - VENTILATION DE L'IMPOT

En K€	Résultat avant impôt	Impôt correspondant	Résultat après impôt
+ Résultat courant	27 991	8 934	19 056
+ Résultat exceptionnel	365	113	478
- Participation des salariés	-3 508		-3 508
Résultat comptable	24 848	9 048	15 800

Situation fiscale

Bpifrance Investissement fait partie d'un groupe d'intégration fiscale autour de Bpifrance SA comprenant Bpifrance Assurance Export, Bpifrance Participations, Lions Participations, Bpifrance International Capital, BIC Investment Holding et FEF Capital.

Bpifrance Investissement calcule individuellement son impôt sur les sociétés et l'acquitte auprès de Bpifrance SA.

AUTRES INFORMATIONS**EFFECTIF**

L'effectif moyen du personnel s'établit à 492 salariés en 2019 dont 98,4% de cadres.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Bpifrance Investissement s'est porté caution, à hauteur de 47 409,54 €, pour des prêts accordés par la Caisse des dépôts à des salariés.

Dans le cadre de la TUP de BIOAM Gestion réalisée le 1er juillet 2010, Bpifrance Investissement a repris l'engagement de verser, s'il y avait une distribution sur les parts B du fonds Bioam, 50% de la somme perçue.

IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE :

Dénomination : Bpifrance SA

Forme : Société Anonyme

Au capital de 20 847 285 577 €

Adresse du siège social : 27/31 avenue du Général Leclerc 94710 Maisons Alfort

RCS : 507 523 678

Les états financiers consolidés sont disponibles sur le site www.bpifrance.fr

ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES ET PARTIES LIEES

Aucun engagement financier n'est consenti à l'égard des entreprises liées.

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Aucune rémunération n'a été versée aux administrateurs.

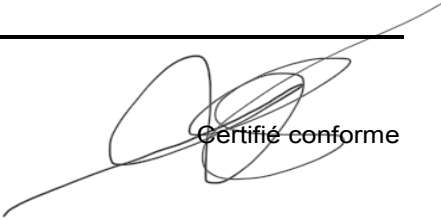
RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

	2015	2016	2017	2018	2019
I - Capital en fin d'exercice (en €)					
- Capital social	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
- Nombre d'actions ordinaires	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
II - Opérations et résultats de l'exercice (en €)					
- Chiffre d'affaires hors taxes	132 668 350	149 533 681	154 047 981	165 670 923	193 635 887
- Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	24 498 466	32 207 273	30 221 523	37 219 277	39 062 061
- Impôt sur les bénéfices	6 405 140	8 673 289	6 595 866	9 345 892	9 047 584
- Participation des salariés	2 307 781	2 613 403	2 526 815	2 885 377	3 507 981
- Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	15 785 545	20 920 581	21 098 842	24 988 008	26 506 497
- Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	8 032 521	17 269 910	13 274 334	18 705 832	15 800 354
- Résultat distribué		16 570 317	10 000 000	16 000 000	
III - Résultats par action (en €)					
- Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	8	10	11	12	13
- Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	4	9	7	9	8
- Dividende distribué		8	5	8	
IV - Personnel					
- Effectif salariés	349	359	401	458	492
- Montant de la masse salariale	41 604 754	67 864 967	69 536 056	77 561 668	90 016 810
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.....)	22 165 786	23 815 738	24 225 454	27 162 457	31 765 395



[Signature]

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 15 MAI 2020


Certifié conforme

-
- **PREMIERE DECISION** (approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2019)

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2019 ainsi que sur les comptes dudit exercice, et du rapport du commissaire aux comptes sur l'accomplissement de sa mission au cours du même exercice, approuve les comptes dudit exercice, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et desquels il résulte un bénéfice de 15 800 353,68 euros.

Il prend acte que les charges non déductibles fiscalement (article 39-4 du Code général des impôts) engagées par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élèvent à 335 152 euros. Le montant de l'impôt correspondant supporté est de 103 897 euros.

Il donne quitus aux dirigeants et membres du Conseil d'administration pour l'exécution de leurs mandats pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

• **DEUXIEME DECISION** (affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019)

L'associé unique, constatant que le bénéfice s'élève à 15 800 353,68 euros, approuve la proposition du Président et décide de l'affecter comme suit :

	Euros
Bénéfice de l'exercice à répartir	15 800 353,68
Report à nouveau	23 554 968,24
Soit un solde disponible de	39 355 321,92
Dotation à la réserve légale	- 0,00
Soit un bénéfice distribuable de	39 355 321,92
Distribution d'un dividende de 4 € par action	(8 000 000,0)
Dotation aux autres réserves	-
Dotation au report à nouveau	7 800 353,68
Total du report à nouveau après affectation du résultat	31 355 321,92

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes au titre des trois derniers exercices s'établissaient ainsi :

Exercice	Nominal	Nombre d'actions	Dividende net par action
2016	10 €	2 000 000 actions	8,28 €
2017	10 €	2 000 000 actions	5 €
2018	10 €	2 000 000 actions	8 €

JS



JS